

COMMUNE DE MARCELLAZ

DÉCLARATION PRÉALABLE

DÉCISION TACITE DE NON-OPPOSITION DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DÉCLARATION		Référence dossier
Déposée le 16/10/2024	Complet le 16/10/2024	DP07416224C0043
Par: Demeurant à :	PRO SUN ENERGY 18 ZONE ARTISANALE DU MOULIN 04220 CORBIERES EN PROVENCE	Surface de plancher autorisée : 0 m ²
Représenté par :	M. AMPRIMO Sébastien	Destination : HABITATION
Pour :	Installation panneaux photovoltaïques	
Sur un terrain sis :	55 CHEMIN DE BERNARD 74250 MARCELLAZ	
Réf. Cadastres / superficie :	0B-1436 / 1288 m ²	
Zone :	Ub1	

Le Maire,

VU la déclaration préalable susvisée,
VU le Code de l'Urbanisme,

VU la réception du dossier le 16/10/2024, contre un récépissé indiquant un délai de réponse d'un mois maximum,
VU l'article R 424-1 du Code de l'Urbanisme,
Votre demande fait donc l'objet d'une **décision tacite de non opposition**.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout complément d'information qui pourrait vous être utile,
Je vous prie de croire, , en l'expression de mes meilleures salutations.

A MARCELLAZ, le 29/11/2024
Le Maire,
Léon GAVILLET



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article 2131-1et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester, peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS suivant la délivrance de l'autorisation. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*).

En cas de recours contre l'autorisation, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorité compétente peut retirer la décision, si elle l'estime illégale, dans le délai de 3 mois après sa date de délivrance. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire et lui permettre de répondre à ses observations.